

Pierre de Coubertin en pays de Caux : l'échec politique d'un jeune rallié (1888-1889)

Patrick Clastres


Citer ce document / Cite this document :

Clastres Patrick. Pierre de Coubertin en pays de Caux : l'échec politique d'un jeune rallié (1888-1889). In: Études Normandes, 61e année, n°2, 2012. Sport et territoire en Normandie. pp. 105-112;

doi : <https://doi.org/10.3406/etnor.2012.1881>

https://www.persee.fr/doc/etnor_0014-2158_2012_num_61_2_1881

Fichier pdf généré le 08/10/2019



Pierre de Coubertin en pays de Caux : l'échec politique d'un jeune rallié (1888-1889)

Patrick CLASTRES

Docteur en histoire contemporaine, chercheur rattaché au Centre d'histoire de l'IEP de Paris

Pierre de Coubertin (1863-1937) est passé à la postérité comme « le rénovateur des jeux olympiques », comme un artisan de la paix mondiale par le sport. C'est, du moins, ce que proclament ses héritiers au sein du mouvement olympique. Mais son véritable projet fut, dès 1887, de former de nouvelles élites françaises capables de rivaliser avec les Anglais sur tous les terrains, colonial et militaire, industriel et commercial, scientifique et culturel. Par l'éducation sportive, qui présenterait cette double vertu d'endurcir les corps et de tremper les caractères, il imagine produire des *gentlemen* et des *tories* à la française¹. Pour parvenir à ses fins, Pierre de Coubertin tente alors d'implanter les sports dans les établissements d'enseignement secondaire, privés, publics et religieux, sous la forme d'associations athlétiques largement animées par les élèves eux-mêmes. Il mobilise la presse pédagogique et généraliste, et devient un conférencier apprécié et un publiciste prolifique.

Mais en promouvant des sports d'origine protestante et anglo-saxonne, qu'il veut offrir seulement aux jeunes gens issus des élites, il se heurte à de redoutables oppositions, du côté des catholiques, des patriotes défenseurs des jeux français, des radicaux militants de la gymnastique pour toutes et tous, sans parler des médecins préoccupés, comme les mères de famille, par la violence du *football rugby*. C'est pourquoi il recherche des soutiens jusque dans les milieux politiques, en l'occurrence dans le milieu des modérés : ralliés de la première heure dans le sillage de Raoul-Duval, vieux républicains comme Jules Simon, opportunistes puis progressistes de la mouvance ferryste, libéraux façon École libre des sciences politiques où il a complété sa formation de juriste. Une dernière voie s'offre à lui pour

¹ Patrick Clastres, *La Chevalerie des sportsmen. Pierre de Coubertin (1863-1937)*, thèse pour le doctorat d'histoire contemporaine, Jean-François Sirinelli (dir.), IEP de Paris, 2011.

accompagner son projet de rénovation pédagogique et idéologique des élites : entreprendre lui-même une carrière politique. Dans une République devenue républicaine depuis la conquête du Sénat et de la présidence, la partie peut sembler bien difficile pour un jeune Parisien qui recueille les deux traditions du monarchisme français, légitimiste du côté de sa mère issue de la vieille noblesse normande des Gigault de Crisenoy, et orléaniste par son père Charles possessionné en vallée de Chevreuse. Plutôt que dans son arrondissement parisien de l'aristocratique rue Oudinot, c'est dans le maternel pays de Caux que le jeune baron de Coubertin – il est âgé d'à peine vingt-cinq ans – esquisse une implantation politique². Conseiller municipal de Mirville à compter de mai 1888, il donne trois conférences publiques à Saint-Sever, à Bolbec et à Rouen entre février 1888 et février 1889, assurément dans la perspective d'être candidat aux élections législatives du mois de septembre suivant. Au dernier moment, pourtant, il va renoncer. Pour expliquer les causes de cette implantation inaboutie, il convient d'explorer sa culture politique en relation avec le contexte politique local. Les discours qu'il prononce en 1887 devant la Conférence Molé, le mini-parlement des étudiants parisiens, et les reportages sur le *Golden Jubilee* de la reine Victoria qu'il publie en juin 1887 dans *Le Correspondant* et *Le Français*, révèlent un programme de conciliation inadapté aux tensions politiques du moment.

Un conseiller municipal cauchois absentéiste

Pierre de Coubertin devient conseiller municipal de Mirville le 6 mai 1888, selon un processus politique bien connu des historiens de la notabilité. Par un billet imprimé à Bolbec³, il remercie « immédiatement » ses électeurs pour un suffrage qu'il n'a pas sollicité : « cette manifestation spontanée n'en a que plus de prix à mes yeux », écrit-il. Pour les jeunes aristocrates des pays ruraux, en effet, c'est une pratique habituelle que d'être élu sans être candidat. De fait, il est l'étoile montante d'une vieille famille bien établie dans des terres restées conservatrices.

Hormis ses *Mémoires de jeunesse*, où il évoque les années de son enfance en pays de Caux, il est bien difficile de comprendre quels sont alors sa vision du monde rural et son rapport au petit peuple du pays de Caux. Le détour par un des poèmes qu'il publie au même moment sur la verte Érin⁴ permet de reconstituer son horizon social et politique. La campagne irlandaise lui sert de cadre naturel pour dépeindre l'harmonie sociale à forme traditionaliste, organiciste et catholique, dont il rêve assurément pour Mirville : de jeunes *landlords* qui « savent se contenter des demeures sans prétention mais grandes et confortables que leur ont léguées leurs pères », qui chassent le renard et pratiquent le *lawntennis* ; une communauté paroissiale qui, au-delà des « divers échelons de la hiérarchie sociale », sait se rassembler le temps de la messe ; des « gars qui se dévêtissent pour se livrer au *hurling* » avec des crosses en bois puis « qui donnent des *cheers* pour les vainqueurs, pour les vaincus, pour le *landlord*, pour les tenants et pour le curé ».

2 Sur le personnage de Coubertin, on rappellera l'article de G. de Navacelle, « Pierre de Coubertin et la Normandie », *Études normandes*, 1994-1 [NDLR].

3 Archives privées de son descendant, M. Geoffroy de Navacelle.

4 « Paysages irlandais », *Anthologie contemporaine des écrivains français et belges*, Bruxelles, Librairie nouvelle, 1887-1888, vol. 52, série V, n° 4, p. 1-12.

À rebours de cette société imaginée, qu'en est-il de sa réelle implication politique à Mirville ? Les registres municipaux permettent aisément d'en prendre la mesure⁵. Ses deux mandats successifs – il sera réélu en 1892 – sont surtout marqués par un fort absentéisme très mal vécu par le nouveau maire François Ferrand. Son absence lors de l'installation du conseil municipal le 20 mai 1888 sonne, en effet, comme un désaveu pour cet édile au républicanisme affiché. Sa défection réitérée le 15 mai 1892 va susciter le courroux du maire qui, réélu cette fois sans aucune opposition, ne manque pas de porter « absent non excusé » sur le procès-verbal. Faut-il y voir une simple négligence ou bien une traduction de l'affrontement entre conservateurs et républicains ? Le motif politique semble attesté par les absences du jeune baron lors des festivités du « Centenaire de 1789 », le 5 mai 1889, et du « Centenaire de la République », le 22 septembre 1892. Cette faible implication politique pourrait s'expliquer par le désir de ne pas apparaître comme trop partisan, ce qui serait une manière de perpétuer la tradition de patronage des marquis de Mirville, et plus généralement de la noblesse cauchoise. Il ne figure, en outre, à aucun moment parmi les répartiteurs chargés d'évaluer le montant de l'imposition foncière. Est-ce pour ne pas froisser ses concitoyens imposables ou bien par méconnaissance des niveaux de fortune ? Il ne participe pas davantage aux désignations du délégué communal aux élections sénatoriales : il ne vote pas le 29 mai 1890 quoique présent et se fera excuser le 20 mars 1892.

Ses présences, toutes réparties entre mai et septembre, correspondent, en fait, à la migration saisonnière des Coubertin vers leur gentilhommière du pays de Caux pour les beaux jours. Surtout, son absentéisme ira croissant au fil de ses deux mandats. On relève ainsi 2 présences en juillet et août pour 4 absences en 1888, 3 en mai (deux fois) et août pour 4 en 1889, 2 en mai et août pour 6 en 1891, 2 en juillet et septembre pour 8 en 1892, aucune présence pour 3 absences au premier semestre 1893. L'année 1890 fait exception, en revanche, avec une seule absence, le 22 février, pour 7 présences (29 mai, juin, 10 juillet, 17 août, 21 septembre, 5 octobre, 30 novembre). Il est vrai aussi que l'ordre du jour d'une aussi petite commune n'est guère palpitant pour un jeune rallié qui rêve d'une carrière politique nationale. D'ailleurs, Pierre de Coubertin est bien trop occupé avec la campagne pédagogique qu'il organise à l'échelle nationale pour s'impliquer avec régularité dans les affaires cauchoises. En particulier, il assure, auprès de Jules Simon, le secrétariat général du Congrès international pour la propagation des exercices physiques dans l'éducation, qui se tient à Paris du 15 au 30 juin 1889. Son action en terres cauchoise et normande ne se limite pourtant pas à une présence éphémère au conseil municipal de Mirville.

Un jeune conférencier prônant la conciliation

En adepte de la pensée de Frédéric Le Play – il est membre du groupe de Paris des Unions pour la paix sociale depuis 1883 et de la Société d'économie sociale depuis 1886 –, il se lance dans l'action sociale. C'est sous la forme de conférences ouvrières et populaires qu'il apporte la bonne parole modérée. Tantôt sous les couleurs de l'Union catholique de l'Eure, tantôt sous celles des républicains opportunistes, il peine à

⁵ Rouen, Archives départementales de Seine-Maritime, 3E 282-15, Registre des délibérations du conseil municipal de Mirville (jusqu'à la fin du premier semestre 1893).

trouver un positionnement politique lisible. La « conférence populaire » qu'il donne avec succès, en février 1888, à Saint-Sever, dans la banlieue ouvrière de Rouen, est loin d'être anodine. Directement inspirée du cours donné par Alexandre Ribot, son professeur à l'École libre des sciences politiques, elle porte sur les « onze constitutions qui ont régi la France de 1789 à 1875 ». Le jeune conférencier y défend la dernière constitution et plaide pour « la stabilité et le bon fonctionnement des administrations publiques ». Et, pour le plus grand plaisir du rédacteur de la *Semaine religieuse du diocèse de Rouen* (4 février 1888), il affirme qu'« il importe de se préoccuper moins des institutions que de bien choisir les hommes chargés de nous gouverner⁶ ».

Le 24 septembre 1888, c'est sous la présidence du député Jules Siegfried, et en présence du maire Albert Lheureux, qu'il donne au théâtre de Bolbec une conférence intitulée « La France et l'Europe⁷ ». Tout autant applaudie que la précédente, elle ne veut pas se limiter au « problème de la paix ou de la guerre », mais envisage « la question économique, les races et leur expansion redoutable, ces grands courants qui, à certaines époques, se dessinent dans le monde, rompent l'équilibre établi, et avec une force irrésistible emportent l'œuvre de plusieurs générations, et bouleversent l'état social ». Même si, cette fois, il s'inspire presque intégralement des cours d'Albert Sorel à l'École libre des sciences politiques, il en profite pour proclamer, avec habileté, son attachement à la République en lui reconnaissant « un caractère de stabilité qu'elle n'avait pas eu jusqu'alors ». Reconnaisant aux ministres des affaires étrangères du moment « leur calme et leur modération », Pierre de Coubertin s'oppose à ce que « la politique extérieure ne devienne une plate-forme électorale ». Acquis à la thèse de la France éternelle, il professe une conception traditionaliste de la diplomatie. Dès ce moment, il est un partisan de la paix et dénonce « les Cosaques », c'est-à-dire les va-t-en-guerre du camp nationaliste. Ce qui le révolte, c'est « la destruction perfectionnée » à laquelle conduit la gabegie des budgets militaires. Il n'en est pas moins patriote et considère que « c'est les armes à la main que le dernier homme se couchera dans sa tombe ».

Le vendredi 8 février 1889, en revanche, c'est sous le patronage de l'Union catholique de la Seine-Inférieure, comme il est stipulé dans *Le Nouvelliste de Rouen*⁸, qu'il prononce sa conférence intitulée « La réforme de l'éducation scolaire et la démocratie ». Il se présente alors devant l'auditoire rouennais en tant que secrétaire de la toute récente Association pour la réforme de l'éducation scolaire en France (ARESF). Ayant adopté la devise « Dieu, patrie, liberté », cette société pédagogique est en lutte contre les radicaux qui seraient tentés de démocratiser l'enseignement secondaire : « La péroraison [du conférencier] est consacrée à démontrer combien la démocratie et l'égalité sont choses différentes en éducation, et combien des réformes qu'inspire la seule passion égalitaire sont stériles et facilement tyranniques. » La composition du comité de l'ARESF suffit à démontrer la volonté conciliatrice qui l'anime : les deux anciens ministres de l'instruction publique, Victor Duruy et Jules Simon, le vice-recteur de Paris Octave Gréard, ainsi que les directeurs de l'école Monge (Godard), du collège de Juilly (révérend père Ollivier), et du collège Gerson (abbé Debildos). Stabilité constitutionnelle, pacifisme libéral combiné au patriotisme, éducation du caractère,

6 Le même passage est relevé par le *Patriote de Normandie* à la date du 14 février 1888.

7 Annonce de la conférence de Pierre de Coubertin, *Journal de Bolbec*, 20 septembre 1888, et compte rendu du 27 septembre. Texte de la conférence publié dans ce même journal les 30 septembre, 4 et 7 octobre.

8 *Le Nouvelliste de Rouen*, 18 janvier, 6 et 10 février 1889.

c'est tout un programme politique que Pierre de Coubertin présente à ses concitoyens cauchois et normands entre 1888 et 1889.

Une ambition législative refoulée

Son entrée au conseil municipal de Mirville et ses conférences publiques ne sont donc pas le fruit du hasard. Elles sont un marchepied vers la députation, des élections législatives étant prévues pour le mois de septembre 1889. Dans une version réduite, et probablement préparatoire à ses *Mémoires de jeunesse*⁹, il évoquera d'ailleurs ce projet :

J'avais à peine atteint ma vingt-cinquième année que des démarches furent faites par des groupes d'électeurs en vue de m'attirer dans la politique. Vingt-cinq ans, c'était l'âge de l'éligibilité à la Chambre des Députés. Et me sachant rallié à la forme républicaine, ceux qui m'appelaient dans leur parti calculaient le bénéfice qu'ils retireraient de la candidature d'un représentant de l'aristocratie locale jusque là inféodée à la cause monarchique.

On peut penser que Pierre de Coubertin a été approché par les deux candidats sortants du Havre¹⁰, républicains de gouvernement, que sont Jules Siegfried et Félix Faure, ou bien par leurs amis politiques implantés dans le pays de Caux où le vote conservateur restait dominant¹¹. Il s'agit fort probablement de l'opposer au baron André Piérard (1854-1906) qui sera finalement élu dans cette troisième circonscription¹². De fait, la désignation de Pierre de Coubertin semble n'avoir jamais eu lieu. Ses soutiens l'ont-ils abandonné ? A-t-il craint l'échec ? Dans ses *Mémoires*, il donne une version très personnelle de cette reculade :

Or je venais d'entreprendre mon œuvre de création des rouages propres à répandre la pratique des sports virils parmi la jeunesse des établissements scolaires : comités, associations de jeunes gens, congrès, etc. J'envisageais donc uniquement la Députation du point de vue de l'aide accrue qu'en retireraient ces nouveaux groupements. À mon point de vue personnel, la politique intérieure ne me disait rien qui vaille. Elle m'ennuyait tant par ses procédés lents que par ses objets mesquins. Si j'avais pu m'intéresser uniquement à la politique extérieure, aux Affaires étrangères, à la Diplomatie, c'eût été différent. Cependant, j'hésitais à accepter l'idée d'une candidature prochaine. Je résolus donc de prendre l'avis de quelqu'un de qualifié. [...] Le connaissant bien [il s'agit d'Alexandre Ribot], je ne pouvais choisir meilleur conseiller. [...] « Oui, me dit-il, il faut accepter. C'est un devoir envers le pays. Sans doute vous êtes encore un peu jeune. Mais c'est un défaut dont on se corrige sûrement. » [...] Un moment, Ribot me dit ces mots terribles : « Le grand inconvénient, c'est que l'homme politique voit nécessairement sa culture personnelle arrêtée au moment où il entre au Parlement. » [...] Je n'avais plus besoin d'en savoir davantage : mon parti était pris. Il s'incrusta en moi instantanément, et remerciant Ribot, je courus au bois de Boulogne pour « respirer » comme si je venais d'échapper à un danger affreux auquel je me serais exposé inconsciemment. Ne plus apprendre, quelle horreur !

9 « Mes mémoires » (vers 1936), dans Yves-Pierre Bouloungne, *La vie et l'œuvre pédagogique de Pierre de Coubertin*, Ottawa, Léméac, 1976, p. 457-458.

10 Pierre Ardaillou, *Les Républicains du Havre au 19^e siècle, 1815-1889*, Publications de l'université de Rouen, 1999. Du même auteur : « Ni rouge, ni blanc, mais bleu : le libéralisme républicain havrais au XIX^e siècle », *Études normandes*, 2002-1, p. 79-97.

11 André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'ouest*, Paris, A. Colin, 1913, p. 241-244 ; réimpression : Paris, Imprimerie nationale éditions, 1995.

12 Pierre Ardaillou, « Piérard, André, baron », dans *Dictionnaire des parlementaires de Haute-Normandie, 1871-1940*, Jean-Pierre Chaline et Anne-Marie Sohn (dir.), Publications de l'université de Rouen, 2000, p. 275-276.

L'ÉCOLE NATIONALE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT

Cette parabole de l'étudiant attardé qui refuse d'abandonner les études pour la politique ne convainc pas totalement. L'explication est ailleurs : l'espace politique cauchois est bien étroit pour un jeune pré-rallié, qui rêve de rapprocher monarchistes ralliés et républicains opportunistes, et dont nul n'est certain qu'il ait totalement abandonné l'espoir d'une restauration.

L'alliance des ralliés et des opportunistes contre les radicaux

Les deux discours qu'il prononce à la Conférence Molé¹³ le 7 février et le 1er mars 1887 sont, de ce point de vue, tout à fait éclairants¹⁴. L'heure politique est incertaine : Déroulède et sa Ligue des patriotes chantent la gloire de « Boulange » depuis l'automne 1886, et le gouvernement Freycinet vient de chuter le 3 décembre. À la Conférence Molé¹⁵, Coubertin s'élève contre la proposition de loi d'un autre étudiant, M. Oudart, assurément ultraciste, qui souhaite supprimer la responsabilité ministérielle et le régime parlementaire. Tout en refusant d'assimiler régime parlementaire et instabilité ministérielle, il prend la défense de la Charte de 1815, et surtout de la Constitution de 1875.

Puis, il en appelle à la conciliation entre les modérés de gauche et de droite, qu'ils soient républicains ou monarchistes :

En France, Messieurs, on est divisé en libéraux et autoritaires ; il y a des libéraux et des autoritaires à droite et à gauche ; voilà le fait. Or, ces libéraux et ces autoritaires oubliant qu'entre eux il n'y a rien de commun, oubliant que leurs principes sont opposés, que tout les sépare et rien ne les réunit... se sont alliés ensemble pour le triomphe d'une notion, d'un mot, et ils ont dit cette incommensurable sottise : la République et la Monarchie ne *peuvent* frayer ensemble ; plutôt un intransigeant qu'un ministériel !

Pour mobiliser les modérés de tous bords, il agite trois épouvantails qui, selon lui, menacent la France : la guerre sociale, la discorde religieuse, l'État-Léviathan. En des mots très durs, il demande à ses « collègues de l'Union monarchique » de repousser toute alliance contre-nature avec les bonapartistes :

Qui a commencé ? Eh bien ! Messieurs, quoiqu'il m'en coûte, je le dirai franchement, les premiers coupables, c'est nous ! Il est vrai que nos adversaires le sont ensuite devenus plus que nous ! Mais enfin, au début, à l'origine, ce sont les royalistes à qui remonte la responsabilité parce qu'ils ont provoqué la formation des stupides alliances sous l'empire desquelles nous vivons. Au lieu de tirer la République à eux pour le bien de la France, ils ont cherché à la pousser dans l'abîme pour le bien de leur parti ; car, qui peut nier que ces révolutions perpétuelles ne soient un grand dommage pour le pays. Ils ont dit : « Nous allons défendre les grands intérêts conservateurs : la famille ! la propriété ! le travail ! » et ils se sont alliés sur ces bases aux partisans de l'autorité. Mais n'ont-ils pas vu que précisément c'est sur ce terrain que les divergences sont les plus fortes ?

13 Gilles Le Béguet, « Un conservatoire parlementaire : la Conférence Molé-Tocqueville à la fin de la III^e République », *Bulletin de la société d'histoire moderne*, n° 2, 1984, p. 16-23.

14 « Discours contre la proposition de loi de M. Oudart sur la suppression de la Responsabilité ministérielle et du Régime Parlementaire », Présidents, Pierre de Coubertin, Cahiers de cours, cote 99 408, Archives historiques du CIO, Musée olympique, Lausanne.

15 Gilles Le Béguet, art. cité.

La monarchie, Messieurs, ne repose pas seulement sur la personne du souverain ; elle est appuyée sur des principes fixes ; eh bien ! ces principes sont de deux sortes ; ou bien vous avez un régime de légitimité, d'hérédité et de constitutionnalité : c'est la royauté ; elle ne peut être autrement de nos jours en France ; ou bien vous avez un empire absolu avec un empereur responsable et plébiscité ; mêler les deux notions c'est faire un rêve irréalisable.

Plus encore, il réclame l'alliance, au-delà des seuls libéraux et des constitutionnels, avec les opportunistes. Sa priorité est alors de faire la guerre au radicalisme, pour conserver l'espoir d'une restauration :

Le mal est-il réparable ?

Il l'est ! Mais à condition qu'on ne perde par un instant et puis qu'on s'arme d'un autre courage ; car ce n'est plus avec les libéraux qu'il s'agit de s'allier ; les libéraux sont hors du champ et ils n'ont plus d'action sur le pays. Il y a des radicaux, et des opportunistes c'est-à-dire des hommes déjà très avancés mais qui s'arrêtent pourtant avec quelque hésitation devant la frontière radicale ; c'est avec ces derniers qu'il faut marcher et le programme commun doit être le suivant : Guerre au radicalisme ! Guerre à mort ! Guerre par tous les moyens possibles.

Il est possible de préciser plus avant la conception que Pierre de Coubertin se fait du régime idéal, au printemps 1887, grâce aux articles qu'il publie dans *Le Correspondant*¹⁶, le journal des catholiques libéraux, et dans *Le Français*¹⁷. Le jubilé de la reine Victoria (1837-1887) lui donne l'occasion de vanter les mérites de la monarchie à l'anglaise, parlementaire et libérale. Dans *Le Correspondant*, il exprime son espoir d'un retour du roi dans le cadre constitutionnel : « Et puis sans doute les Anglais pensent comme Cavour, que la monarchie constitutionnelle est, de tous les gouvernements, celui qui peut supporter la plus forte dose de liberté. » De toutes les façons, il est admiratif de la capacité des Anglais « à s'unir devant le péril commun et à se garder des solutions hâtées, des enthousiasmes irréflechis et des remèdes violents ». S'il n'est pas un partisan résolu du suffrage universel (masculin), il n'en est pas pour autant un adversaire. Il est, en revanche, admiratif de la combinaison élitaires entre la *nobility* et la *gentry* : « Dans l'organisation d'une société où une haute classe accessible aux hommes de talent et de travail entoure une noblesse peu nombreuse et non privilégiée, on conçoit que rien ne fasse naître des envies haineuses et des instincts mauvais ; pas d'antagonisme de ce côté. » Et s'il a conscience des inégalités sociales, c'est pour mieux rejeter « l'utopie terrible » du socialisme. La discorde l'effraie, sur le terrain religieux aussi. Et il se félicite de l'esprit de tolérance et de liberté qui règne en Angleterre dans la mesure où « la faculté d'être indifférent et incroyant n'est pas jointe à celle d'être irrespectueux ». Enfin, il fait sienne la devise « Dieu, patrie, liberté » qu'il emprunte à un violent pamphlet anti-radical publié en 1883 par Jules Simon, l'ancien président du conseil qu'il vient tout juste de rencontrer à la Société d'économie sociale. Sa « 8^e lettre de Londres » prend un relief particulier car elle est agrémentée d'une conclusion manuscrite (en italiques ci-dessous) qui diffère de la version imprimée pour partie biffée¹⁸ :

16 « Victorian Era, 1837-1887 », *Le Correspondant*, 10 mai 1887, p. 405-424.

17 « Un jubilé royal. Neuf lettres de Londres », *Le Français*, juin 1887. Les archives de M. Geoffroy de Navacelle conservent un petit cahier à rabat bleu avec pour titre manuscrit « V.R. [Victoria Regina] Jubilé royal, 1837-1887 », contenant les neuf articles collés avec quelques annotations manuscrites.

18 On peut penser que Pierre de Coubertin a été censuré. En effet, à la fin de la 4^e lettre, il a écrit : « Ce passage a été maladroitement corrigé et estropié par haine personnelle par M. Depierre [nom guère lisible], le directeur du Journal, à l'égard de Waddington qu'il appelait *va dindon*. »

À travers toutes ces splendeurs, je pensais aux monarchistes de France et à la lutte courageuse qu'ils soutiennent. *Lutte qui leur répugne et qu'ils sont trop souvent tentés d'abandonner pour recourir au hasard des coups d'État ; comme si le sabre, suffisant pour faire une monarchie, pouvait remplacer les longs efforts indispensables à l'établissement de la royauté.* En semblable circonstance, la jalousie était bien pardonnable ; de pareilles fêtes ne nous sont pas permises, mais elles peuvent être la récompense d'un labeur incessant. *Songez toujours à la monarchie, Ne regardons pas la couronne qui fascine, mais occupons-nous surtout de bâtir solidement le piédestal qui la mettra un jour hors d'atteinte. Après, nous jubilerons.*

Assurément, à la veille de ses vingt-cinq ans, Pierre de Coubertin veut se convaincre que l'espoir d'une restauration n'est pas perdu.

Venu au monde sous le Second Empire, traumatisé par la double menace prussienne et communarde, entré au collège au temps de l'Ordre moral, arrivé à l'âge adulte à l'époque de Jules Ferry, Pierre de Coubertin vit un premier quart de siècle politiquement troublé et incertain. Non sans renoncements, hésitations et errements, il accepte la République sur le terrain constitutionnel dès 1887, avec quelques années d'avance sur le premier grand ralliement. Mais il lui est bien difficile de combiner son double héritage traditionaliste et orléaniste avec la culture républicaine. Sur un territoire électoral comme celui du pays de Caux, partagé entre monarchistes et républicains, cette posture de conciliation aurait pu séduire. Mais elle n'est guère lisible en un temps où il convient de choisir entre République et Monarchie. Pierre de Coubertin a finalement renoncé. Est-ce par réalisme politique, pour ne pas porter tort à la réputation familiale, ou bien à cause des premiers succès qu'il remporte à Paris sur le terrain pédagogique ? Cette impasse politique est une illustration de la difficile insertion des jeunes gens issus des élites traditionnelles dans une République. Le pré-ralliement de 1886 n'aura pas vraiment permis la greffe d'une droite républicaine. Cette dernière naîtra finalement au cœur de la République, par l'éloignement des libéraux vis-à-vis du radicalisme.